



# La Rose au Poing

**Le journal des Socialistes de Sciences Po**

**« Regardez ces cortèges dans la rue, ces gens qui se rassemblent, ces poings qui se lèvent, ces mains qui s'unissent et, bientôt, la dernière image, dans le poing une rose, le poing pour le combat, la rose pour le bonheur. »**

**François MITTERRAND**

**OCTOBRE 2007 – n°6**

**laroseaupoint@yahoo.fr**

## SOMMAIRE

### REGARDS SUR L'ACTUALITE

**« Tintin au pays de la Fonction publique »**  
*Par Jonathan Gindt* 2

**Franchises : les malades coupables ?**  
*Par Camille Spire* 3

### RENOVATION : ZOOM SUR LES RAPPORTS ENTRE LA GAUCHE ET LE MARCHÉ

**Socialisme et capitalisme : pistes pour une refondation**  
*Par Jonathan Gindt* 5

**La gauche, le marché et le capitalisme : pour un nouveau credo économique**  
*Par Sandra Desmettre et Bastien Taloc* 7

### LE PS AU RENDEZ-VOUS : LES DEFIS A RELEVER

**L'enjeu des municipales**  
*Par Jean-François Giunti* 9

**Pourquoi la France a-t-elle besoin d'un Parti socialiste fort ?**  
*Par Jérémy Houstraete* 10

**« C'est quoi être socialiste, aujourd'hui, en 2007 ? »**  
*Par Alexandre El Bakir* 11

### VIE DE LA SECTION

**« Le PS change, changez-le avec nous ! »**  
**Profession de foi du PS Sciences Po** 12

**Quelles actions pour cette année ?**  
*Par Bastien Taloc* 13

**Pourquoi nous ont-ils rejoints ? La parole aux nouveaux militants...** 14

## La bonne résolution de l'année : s'engager !

Six mois après la défaite, le Parti socialiste semble avoir toujours la gueule de bois et l'inaudibilité de ses principaux représentants suscite dans les médias des commentaires de plus en plus apitoyés...

Et pourtant, loin des échos de la presse nationale, des lueurs d'espoir se font jour, et d'abord à Sciences Po. En cette rentrée, l'afflux de nombreux nouveaux militants enthousiastes et exigeants témoigne des attentes qui pèsent sur le Parti socialiste. On décèle une part de méfiance face à des discours parfois perçus comme peu réalistes et décalés, la crainte d'intégrer un parti un peu sclérosé et incapable de se moderniser. Mais, ce qu'on ressent surtout c'est ce formidable espoir, cette envie de montrer que la politique de la droite, souvent absurde et incohérente, n'est pas une fatalité, même dans un monde globalisé.

On peut reconnaître la légitimité de l'économie de marché, sans pour autant se résoudre à voir les grandes entreprises accumuler des rentes au détriment des salariés. Pourquoi l'intérêt financier des actionnaires devrait-il systématiquement primer sur celui des salariés ? La politique de Nicolas Sarkozy suscite l'indignation, ou au moins l'incompréhension, dans une part croissante de la population, qui, bientôt, se tournera vers le PS, en quête d'alternatives.

A travers toute la France, les militants en sont conscients et les initiatives se multiplient sous forme de débats, de rencontres, de groupes de travail (les « Ateliers du changement » à Sciences Po) pour repenser les grilles de lecture de la gauche et être à la hauteur des attentes qui se manifesteront demain.

A cet égard, les élections municipales de mars 2008 auront valeur de test, pour la majorité comme pour la gauche. En cette période charnière, le PS Sciences Po sera sur tous les fronts. C'est une belle année politique qui commence. Venez la vivre avec nous !

# « Tintin au pays de la Fonction publique »

L'expression est de Christian Martin, secrétaire national du PS à la Fonction publique, qui a trouvé cette formule qui décrit parfaitement la tonalité du discours du gouvernement sur « l'avenir » de la fonction publique. Certains ont voulu y voir une révolution, une transformation radicale de la façon de concevoir la fonction publique en France. En réalité, il ne s'agit ni plus ni moins que du discours éculé de la droite sur ce sujet. Et surtout du même discours que l'on entend depuis cinq ans. En revanche, au-delà de la flatterie convenue, c'est sans doute le sous-jacent, l'implicite qui sont bien plus inquiétants. **Y a-t-il fondamentalement remise en cause ou non du statut du fonctionnaire ? Y a-t-il réellement une suppression progressive du système de recrutement par concours ? Tout cela n'est pas dit. La droite « décomplexée » aura des complexes au moins jusqu'aux municipales...**

L'écueil à éviter pour nous socialistes serait de donner l'impression d'être le creuset des corporatismes. Ceci alors que c'est le gouvernement Jospin, (certes à l'unanimité du Parlement mais avec une majorité nettement de gauche), qui a fait voter en 2001 **une véritable loi « révolutionnaire » : la LOLF** (Loi Organique relative aux Lois de Finances). C'est cet outil indispensable qui a permis d'instiller une dynamique de recherche de la performance au sein des administrations. Nous l'avons voulu mais nous n'avons malheureusement pas eu l'occasion de la mettre réellement en application puisqu'elle n'est entrée pleinement en vigueur que pour la loi de finances 2006.

**Les gouvernements de droite en ont malheureusement eu une lecture maximaliste et idéologique qui a conduit à certaines dérives, soit dangereuses** (les « indicateurs individuels » de performance dans les commissariats par exemple), **soit ridicules** (les indicateurs bidons dans certains Ministères). Les fonctionnaires n'ont en outre pas été associés à la mise en place de ces outils, privilégiant le top-down au bottom-up.

**La méthode de la LOLF visait la réforme incrémentale**, sur la longueur, en infusant les esprits petit à petit. Comme le reconnaissent la plupart des économistes et sociologues, seule cette démarche conduit à des résultats probants. En somme, nous n'avons encore aujourd'hui pas tiré tous les bénéfices de la LOLF et en avons cerné ses limites dans sa lecture trop rigide. Or, à quoi correspondent les annonces faites le mois dernier ?

## 1. Le choix entre contrat privé et statut de fonctionnaire à l'embauche

D'ores et déjà, de nombreuses directions de Ministères accueillent dans leurs effectifs au moins un tiers de contractuels. Ces pratiques ont aussi lieu dans la fonction hospitalière. Un grand nombre d'entre eux ont été titularisés et confirmés en CDI de droit public, ce qui équivaut à une forme de fonctionnarisation. **Il ne paraît pas aberrant que certains appuis épisodiques des Ministères et autres collectivités territoriales soient recrutés de manière contractuelle** (pour une mission spécifique par exemple). Mais il s'agirait de ne pas créer une rupture d'égalité, comme le suggère la proposition élyséenne, entre deux personnes qui effectuent le même travail et disposent de conditions salariales totalement différentes.



**En revanche, il serait très dangereux de revenir sur le statut général de la fonction publique.** Ce statut, s'il protège le fonctionnaire, protège aussi le citoyen. Imaginons un inspecteur des impôts provenant d'une entreprise dont il aura en charge le

contrôle fiscal ou un responsable des questions d'urbanisme soumis à un licenciement s'il ne donne pas la « bonne » décision. Ce sont des questions sérieuses et la réponse apportée par Sarkozy, sous des apparences de bon sens, est profondément idéologique.

## 2. La remise en cause du pacte républicain : vous voulez le mérite, vous aurez le clientélisme

**En se gardant de relents boutiquiers, on peut s'interroger sur le fait que le Président de la République se félicite du caractère de plus en plus malthusien du concours de l'ENA.** 40 places au concours externe cette année, 30 places au concours interne (vive la promotion interne !), 8 places seulement au troisième concours, créé par la gauche précisément pour diversifier le profil des énarques. Au contraire, si l'ENA demande à être réformée, ce n'est certainement pas en en faisant une forme de super-élite. **Elle doit au contraire s'ouvrir, se diversifier, former pourquoi pas aussi bien des administrateurs civils que des secrétaires !** Elle ne doit plus être un statut, mais un label d'exigence, de qualité de formation. En la matière, regardons l'évolution de Sciences Po qui a réussi à le faire sans se dénaturer.

**Alors que le terme de « mérite » est prononcé à tout bout de champ, quel est le meilleur exemple du réel mérite républicain, si ce n'est le concours ?** Et quel est son contraire absolu si ce n'est le clientélisme que risque

de provoquer un recrutement à la solde du bon vouloir des directeurs d'administration centrale ?

### 3. La « rémunération au mérite » : entre art de réinventer l'eau chaude et idéologie cachée

La LOLF a conduit à la mise en place dans de nombreuses directions de la rémunération au mérite. De nombreux cadres du Ministère de l'Economie et des Finances sont ainsi déjà concernés par ces dispositifs qui demanderaient à être évalués.

En revanche, la généralisation de la rémunération au mérite est tout simplement dangereuse. **Comment envisager de rémunérer au mérite un professeur, un juge ou un policier (même si cela est déjà malheureusement en partie fait) ?** L'Etat n'est pas une entreprise, répète Sarkozy. Ces quelques exemples en sont la meilleure illustration.

### 4. Vous ne savez pas quoi faire ? Auditez, évaluez !

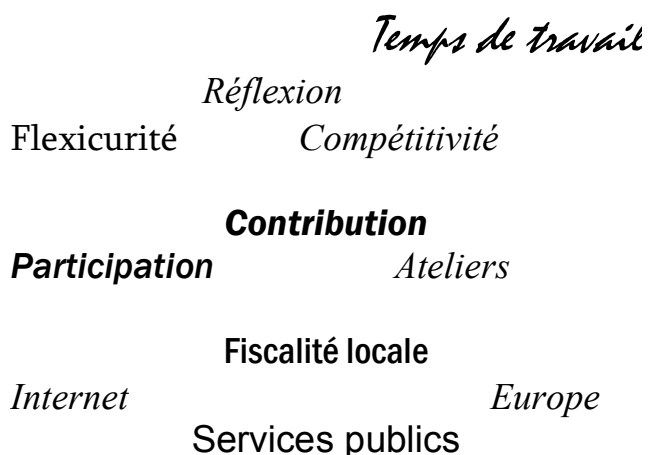
La dynamique de la performance a conduit aux audits de modernisation dont on peut critiquer la méthode mais qui ont néanmoins existé. **Plus de 200 audits ont été menés, souvent à des coûts prohibitifs** puisqu'ils mêlaient des fonctionnaires à des consultants privés. Eh bien, puisque Copé avait promis qu'il arrêterait la langue de bois (sic), il ferait bien de le rappeler à son cher Président qui vient une nouvelle fois de promettre une « évaluation des politiques publiques ». La méthode est la suivante : on fait un premier audit relevant une situation difficile, on laisse la situation se dégrader et on en fait un deuxième pour montrer que la situation serait catastrophique. C'est tout de même embêtant quand on a été au pouvoir à ce moment-là...

Face à ce discours lénifiant, maintes fois entendu, les socialistes doivent à la fois résister et proposer.

**Résister** parce que c'est le CNR qui le premier a perçu la nécessité de la mise en place du statut de la fonction publique et du recrutement par concours pour éviter les dérives clientélistes du passé.

**Proposer** parce que nous avons commencé à porter la réforme de l'administration qui reste nécessaire, celle d'un meilleur service aux citoyens, plus efficace, plus lisible. Une réforme qui s'adresse aussi aux fonctionnaires qui leur explique à quel point la mobilité ne pourra se faire que par une suppression drastique du nombre de corps de la Fonction publique, par une ouverture de l'ensemble des écoles de formation destinées à les former et par une volonté de redonner ses lettres de noblesse à une administration dont la France a tant besoin pour fonctionner correctement.

*Jonathan Gindt*



**Parce que les partis politiques doivent faire émerger les idées de demain, la section PS de Sciences Po a lancé les « Ateliers du Changement ». Rejoins-les !**

**Le Parti socialiste change, changez-le avec nous !**

<http://ps-scpo.over-blog.com/>



# Franchises médicales : les malades coupables ?

En voilà une rupture. Les franchises médicales constituent une fissure dans la tradition française d'assurance maladie. Avec ce projet, ce sont **les malades qui paient pour les malades**.

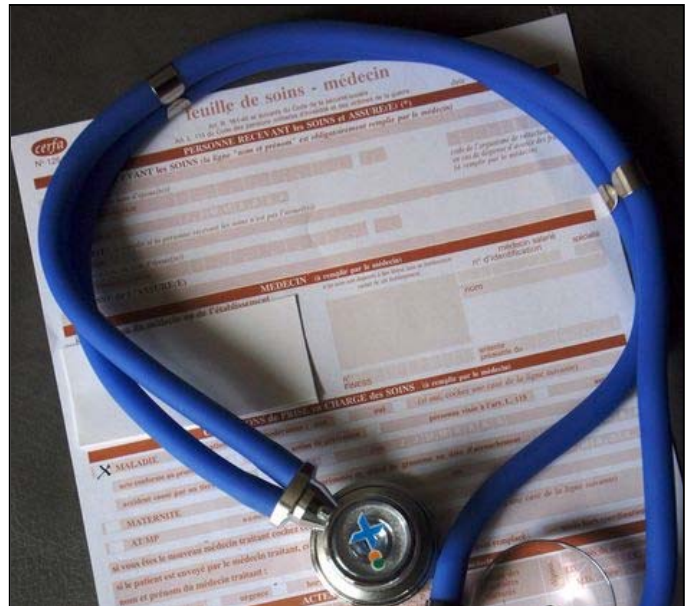
Le projet d'instaurer des franchises sur les actes médicaux peut paraître négligeable, voire même nécessaire pour financer la prise en charge de la dépendance. Mais quel que soit le motif invoqué pour justifier les franchises, il est inacceptable de faire payer les malades. Ceux-ci, notamment les personnes atteintes de pathologie lourde, ne sont pas d'irresponsables consommateurs de soins. Ils sont contraints de vivre avec une maladie chronique, dont les coûts doivent **rester à la charge de l'ensemble de la communauté nationale**.



On peut d'autre part souligner que M. Sarkozy propose le recours aux franchises dans un but très différent de celui assigné au cours de sa campagne : les franchises sont censées financer les soins palliatifs et le plan Alzheimer alors qu'elles devaient à l'origine revêtir un caractère désincitatif et modérateur des dépenses de soins. **Les deux objectifs assignés aux franchises ne sont pas compatibles**. Le financement des priorités de santé publique évoquées implique que les franchises rapportent de l'argent. S'il s'agit d'empêcher une dérive des dépenses de santé, alors ce dispositif devrait au final rapporter de moins en moins d'argent. Il faudrait donc choisir entre ces deux buts.

En outre, pour certains malades, **les nouvelles franchises annoncées n'ont rien d'anodines**. Prenons par exemple les personnes atteintes par le VIH/Sida ou les hépatites virales qui sont souvent dans une situation financière précaire. Un quart des séropositifs français a pour unique

revenu l'allocation aux adultes handicapés (AAH), qui s'élève à 621 euros mensuels. Si les franchises étaient adoptées, le coût déjà très élevé des soins pour une personne positive percevant l'AAH atteindrait près de 10% de son revenu !



Les franchises médicales introduisent une coupure lourde de conséquences entre bien-portants et malades et constituent un obstacle important à l'accès aux soins. Un obstacle que certains malades ne pourront pas franchir et qui les conduira à **repousser des soins pourtant nécessaires**. Immanquablement, en plus de leurs conséquences sanitaires, les franchises auront des conséquences budgétaires importantes, puisqu'elles entraîneront des hospitalisations qui auraient pu être évitées.

N'abandonnons pas la **solidarité entre malades et bien-portants** : refusons les franchises !

*Camille Spire*

# Socialisme et capitalisme : pistes pour une refondation

Certains, qui n'ont pas lu les programmes présidentiels et législatifs du Parti Socialiste depuis au moins 25 ans, ne se sont sans doute pas rendus compte que depuis longtemps, les socialistes français ont accepté l'économie de marché. L'économie de marché et non pas la société de marché, comme l'a dit assez justement Lionel Jospin en son temps. Mais aujourd'hui, le capitalisme a muté et nous devons faire évoluer notre logiciel. Je vais essayer modestement d'apporter quelques réflexions à ce sujet. La régulation du capitalisme est nécessaire, ce qui est presque communément admis, mais les socialistes doivent aller plus loin et éviter deux écueils de ce système économique : le « *capitalisme total* » (J. Peyrelevade) d'un côté, lié à la mondialisation, le « *capitalisme des héritiers* » (T. Philippon) de l'autre, bien spécifique à la France.

## I. Le combat contre l'aveuglement et le caractère auto-destructeur du « capitalisme total »

Le constat est implacable : la financiarisation de l'économie est galopante. Près de 2000 milliards de \$ de transactions quotidiennes ont lieu sur le marché des changes, soit 730 000 milliards \$ annuellement, contre seulement 10 000 milliards de \$ au début des années 1980. En soi, la libre circulation des capitaux ne semble pas poser problème, dans la mesure où elle permet sans nul doute une meilleure allocation de l'épargne. En réalité, non seulement on peut douter de son utilité et des effets moutonniers, des bulles spéculatives que la globalisation financière a désormais étendus à la planète, mais surtout on est frappé par la **profonde inégalité** qui la caractérise.

Comme le remarque Jean Peyrelevade, la moitié de cette capitalisation boursière est contrôlée par 10 à 12 millions d'individus, pour la plupart concentrés dans les pays développés. Et au sein de ce petit groupe qui représentent 0,02% de la population mondiale, déjà très fermé, les inégalités atteignent également des sommets. 1% des plus fortunés d'entre eux possèdent 50% de la richesse totale. Au-delà des inégalités insupportables que cela crée, les conséquences de cette globalisation financière sur l'économie sont triplement néfastes pour l'économie :

- **Une gouvernance d'entreprise uniquement orientée vers la rémunération la plus élevée possible du dividende.** Cela est profondément contraire à l'esprit du capitalisme d'ailleurs, entraînant un phénomène de rente actionnariale nuisible à l'esprit d'entreprise, à l'innovation. La finance, comme le disait Keynes, doit être le « moteur » du capitalisme, pas sa destination ;

- **Un sous-investissement massif** qui sacrifie la recherche de l'augmentation de la capacité de production (et donc l'objectif du plein-emploi) sur l'autel de la poursuite effrénée d'une meilleure productivité ;

- **Une logique court-termiste et incomprise** : la plupart des gestionnaires de fonds de pension et autres hedge funds exigent une rentabilité annuelle de l'ordre de 15%. Comment imaginer que les entreprises puissent poursuivre indéfiniment des objectifs si élevés ? Qu'advient-il de ces entreprises, ballottées entre des gestionnaires lointains, totalement coupés de leurs réalités, quand elles traverseront une mauvaise passe ? Pas d'inquiétude, le capitalisme a tout prévu : les LBO (*Leverage Buy Out*) qui pourraient être une bonne chose, si la plupart d'entre eux ne consistaient pas en un démantèlement pré-organisé de l'entreprise, à un capitalisme de vautours.

**En réponse, les solutions doivent être novatrices** : tout fatalisme doit être rejeté, même s'il s'agit d'un mouvement largement mondialisé. De fait, alors que la planète entière s'intéresse désormais aux problèmes environnementaux, la plupart des pays ont conscience de la nécessité d'une forte régulation de la part des Etats ou via des organisations internationales. A n'en pas douter, le capitalisme total est responsable de l'absence de durabilité de notre modèle économique. Il me semble donc que le combat pour l'environnement doit s'accompagner d'une action forte et résolue sur la globalisation financière. Plusieurs mesures peuvent être suggérées et faire l'objet d'une discussion avec nos partenaires européens, voire à un niveau plus élevé (OMC). Elles doivent substituer le long terme au court terme, favoriser une répartition plus égalitaire de la masse salariale et soutenir l'investissement :

- **Fiscalité plus favorable aux réinvestissements dans l'entreprise** (innovation, meilleur respect de l'environnement qui s'accompagne souvent de gains de productivité) aux dépens de la rémunération des actionnaires. Cela était déjà contenu dans le pacte présidentiel de S. Royal. Nous devrions continuer dans cette voie ;

- **Rémunération des dirigeants qui serait encadrée de deux façons :**

- Dans « un rapport maximum de 1 à 50 » cher à Warren Buffet entre les salaires patronaux et ceux des salariés ;
- Par une limitation forte de l'indexation des rémunérations patronales par rapport aux seules performances financières (et bien sûr la suppression des golden parachutes) ;

- **Une taxation des revenus boursiers** qui pourrait permettre de financer une partie des systèmes de redistribution des richesses, et pourquoi pas le système de retraites. Ce système, mis en avant par S. Royal et d'emblée raillé, s'il doit être précisé, ne doit pas être écarté. Quand les profits boursiers des sociétés du CAC 40 sont passés de 50 à 100 milliards € entre 1997 et 2007 et que 45% de cette somme est désormais réservée aux actionnaires (contre 20% en 1997), il me semble que cette réflexion n'est pas inutile.

Que les choses soient claires, notre objectif ne doit pas être de bloquer le capitalisme, mais au contraire de

l'orienter, de le réguler pour lui éviter de se retrancher dans ses mécanismes autodestructeurs. On retrouve ce même objectif dans la lutte contre le capitalisme des héritiers, si bien analysé par Thomas Philippon, l'un des soutiens de Ségolène Royal durant cette campagne.

## **II. La lutte contre le capitalisme des héritiers ou le socialisme porteur de l'esprit d'entreprise**

« *Dans sa dynamique propre, le capitalisme français tend à privilégier l'héritage, qu'il soit direct (sous la forme de la transmission successorale) ou sociologique (sous la forme de la reproduction sociale par le diplôme et le statut)* » (T. Philippon). La transmission héréditaire empêche le renouvellement des élites managériales. Ces rigidités du système capitaliste, qui prône pourtant la fluidité, une certaine flexibilité, sont l'une des raisons principales du blocage de la société française. De fait, les Français, plus qu'ailleurs, sont des créateurs. Un récent sondage de la SOFRES révélait que 70% des Français estimaient que les parcours les plus enrichissants sont ceux qui consistent à créer son entreprise ou à exercer différents métiers au cours de sa vie.

Selon une vaste enquête réalisée par l'IMD – école de Lausanne, la France est 57<sup>ème</sup> sur 60 pour la qualité des relations sociales dans l'entreprise. Selon une autre enquête du GCR (*Global Competitiveness Report*), la France arrive même 99<sup>ème</sup> sur 102 ! Le management des entreprises françaises (privées comme publiques) repose largement sur un modèle mixte entre vieux relents de paternalisme et bureaucratiation sans limites. Ce dernier phénomène est remarqué dès les années 1950 par les experts américains envoyés en France pour le suivi du plan Marshall. Pour eux, le retard de productivité entre la France et les Etats-Unis s'explique principalement par le type de gestion des ressources humaines mené par les chefs d'entreprise. Le capitalisme d'héritiers se transforme donc en reproduction permanente des élites et conduit finalement à la désagrégation de cette caste, incapable d'innover, souhaitant simplement conserver ses positions. Le capitalisme familial peut être utile, dans la mesure où il permet de préserver le capital des entreprises dans un noyau stable, identifiable, mais le capitalisme familial se doit de distinguer la gouvernance d'entreprise du management de celle-ci, qui doit lui faire place à la diversité, au renouvellement.

**Voilà pourquoi, nous socialistes, avons au final l'obligation de faire ce que la droite ne peut pas faire**, trop proche des milieux patronaux, des grandes familles.

**Voilà pourquoi, au-delà de la protestation, nous devons proposer plusieurs pistes d'actions** qui sont pour le coup, directement applicables par un gouvernement, tellement ces maux sont assez typiquement français :

- **Mettre en place une fiscalité progressive sur les successions.** Faciliter la transmission en ligne directe pour les petites entreprises (artisans, commerçants) mais ne pas la faciliter pour les PME et les grandes entreprises. L'enjeu est fondamental : ce sont 700000 entreprises qui vont changer de mains dans les 20 prochaines années, représentant la création de 300 000 emplois par an ;

- **Faciliter la création d'entreprises par le crédit et la coordination des talents :** certaines mesures étaient déjà contenues dans le pacte présidentiel mais demandent à être précisées. Nos faibles capacités à l'exportation (déficit commercial record de 30 Mds € en 2006) s'expliquent en grande partie par la taille des entreprises françaises. Trop peu de PME de taille moyenne, trop de peu de mini-groupes (entre 500 et 3000 salariés). Nous n'allons pas décréter les créations d'emplois. Il s'agit en revanche de faciliter la création d'entreprises de taille modeste, des projets individuels, par l'intermédiaire des « bourses-tremplins » qui doivent pallier le manque de prise des risques de la part des banques. Mais pour être efficaces, pour se coaliser, ces entreprises doivent pouvoir se regrouper, soit dans le cadre de « pépinières » qu'il faut créer dans les universités, soit dans le cadre de pôles de compétitivité auxquels il faut donner une vraie cohérence et les fonds pour agir. La politique industrielle de l'Etat, en la matière, n'est définitivement pas morte.

- **Rénover le dialogue social :** la réforme de la présomption irrefragable de représentativité doit être effectuée, d'autres syndicats doivent émerger et être considérés comme représentatifs. On avait à un moment évoqué l'adhésion obligatoire aux syndicats, je ne pense pas qu'il faille d'emblée écarter cette idée, à condition de rénover a priori les dits syndicats. Cela est la condition essentielle de la responsabilisation des partenaires sociaux et de la mise en œuvre d'une démocratie sociale efficace.

En limitant, par la régulation, les dégâts du capitalisme ultra-financier aveugle, en fluidifiant le fonctionnement des entreprises, de leur management et du dialogue social qui s'y installe, la gauche française et le Parti Socialiste en particulier ont la lourde tâche de montrer que c'est leur projet qui est porteur de la création de richesses, sur le long terme, au service de l'ensemble des composantes d'une économie de marché saine et dynamique. Bien sûr, cela doit passer par certaines ruptures au sein de notre corpus idéologique (« il faut en finir avec l'idéologie punitive des profits », comme dirait Ségolène Royal) mais cela témoigne aussi de l'extraordinaire vitalité de nos idées, de notre façon de voir le monde, d'une justice sociale au service de la performance économique et vice versa.

**Face à la droite la plus rétrograde du monde, digne de la fin du XIXème siècle (les droits de succession avaient été supprimés, conduisant déjà à une économie ankylosée), ce sont nos idées qui doivent permettre à la France de gagner la guerre économique du XXIème siècle, tout en n'abdiquant pas sur la bataille sociale !**

**Jonathan Gindt**

# La gauche, le marché et le capitalisme : pour un nouveau credo économique

*L'emploi indistinct des notions de marché et de capitalisme est monnaie courante dans le discours aussi bien de la gauche que du néolibéralisme. Pourtant, il y a une réelle ambiguïté voire une contradiction entre ces deux concepts. Lever cette ambiguïté doit être un défi pour les socialistes s'ils veulent se doter enfin d'une doctrine économique claire, enjeu central de la rénovation...*

## Marché et capitalisme : le piège d'une imposture

Dans un contexte marqué par la nécessité de la rénovation, un des points sensibles et le plus souvent mis en avant est incontestablement la clarification du discours économique de la gauche et notamment de son rapport au marché et à l'entreprise. A la lecture de certaines publications, textes de réflexion ou déclarations, on peut pourtant être frappé par une ambiguïté récurrente : **l'emploi indistinct des mots « marché » et « capitalisme »** comme s'il s'agissait de deux synonymes qu'il serait possible d'amalgamer, tantôt pour les assumer, tantôt pour s'y opposer.

**Or le marché et le capitalisme sont deux choses tout à fait différentes.** Le premier renvoie à un mode de régulation fondé essentiellement sur la concurrence et – condition par excellence d'une concurrence effective – l'atomicité des acteurs. Le second se définit davantage comme un mode de propriété et un processus. S'il est particulièrement difficile à définir – François Perroux parlait du capitalisme et de ses innombrables définitions comme d'un « *mot de combat* » – le capitalisme renvoie essentiellement en réalité à la propriété des moyens de production par des acteurs privés qui cherchent à concentrer et accumuler du capital afin d'atteindre une taille suffisante pour occuper une position dominante sur un marché, se mettant ainsi à l'abri de la concurrence.

**Le capitalisme rassemble donc deux éléments fondamentaux qui sont difficiles à distinguer tant ils sont liés : un mode de propriété et un processus de concentration et d'accumulation du capital** aboutissant à la constitution d'entités économiques dont la taille est susceptible de remettre en cause l'atomicité des acteurs et d'engendrer inégalités et inefficacité.

**La contradiction entre le marché, mode de régulation, et le capitalisme en tant que processus est ici aisément perceptible :** le premier favorise l'innovation, la concurrence au profit du consommateur et est tout à fait compatible avec l'émancipation individuelle ; le second, par sa logique de concentration porte *in fine* de sérieuses atteintes à la concu-

rence, provoque des déséquilibres et, parce qu'il engendre un déséquilibre des rapports de force, peut être source d'exploitation et de domination. **Il constitue en définitive une perversion de l'économie de marché.**



Le contraste est alors saisissant et l'on voit mal d'où pourrait provenir une confusion entre ces deux termes. Il y a pourtant une relation entre capitalisme et marché. **Le marché, loin de toute la perfection des théories microéconomiques de la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle, peut porter spontanément en réalité, s'il n'est pas régulé par la collectivité, les germes d'une dérive vers la concentration inhérente à la dynamique du capitalisme.** La multiplication des déséquilibres entre acteurs, au profit d'entreprises qui dominent progressivement le marché peut le faire dériver vers une situation que Schumpeter, à la fin de son œuvre, avait admirablement décrite : une configuration dans laquelle se constituent des « *technostructures économiques* » aucunement incitées à innover.

**Or, le discours néolibéral, depuis les années 1970, contribue à brouiller habilement le message en promouvant le capitalisme sous les traits de l'économie de marché.**

Dupe des apparences et victime d'un discours économique condamnant ou se méfiant au moins du marché et du capitalisme indistinctement, **la gauche est tombée dans le piège de cette imposture intellectuelle.**

Il lui revient aujourd'hui de lever l'ambiguïté et d'affirmer haut et fort sa préférence pour un marché régulé, qui doit faire une place à l'intervention publique afin de le prémunir de toute dérive et déséquilibre qui en menacerait le fonctionnement et l'esprit même. Cette vision implique **une reconnaissance de la légitimité des politiques de concurrence, à condition qu'elles n'empêchent pas les**



**synergies nécessaires à la politique industrielle<sup>1</sup> et qu'elles adoptent la maximisation du surplus du consommateur comme critère de référence.**

En revanche, cette adhésion au marché, n'est pas une adhésion au capitalisme, au contraire : c'est parce que nous sommes attachés au marché que nous voulons combattre les risques de dérives que peut comporter le capitalisme. **Nous adhérons au marché, contre le capitalisme en tant que dynamique tendant à la perversion de l'économie de marché. En effet, si, par opposition au communisme, nous privilégions la propriété privée des moyens de production, nous combattons les abus de position dominante qui seraient source d'inégalités et d'inefficacité.**



La gauche doit donc prendre garde de ne pas, à la hâte et pour satisfaire aux simplifications du discours journalistique en période de rénovation, dire qu'elle assume indistinctement un attachement au marché et au capitalisme sans lever cette ambiguïté.

#### **Pour une approche pragmatique du marché**

**La reconnaissance de l'efficacité du marché comme mode d'allocation des richesses ne signifie cependant pas que sa logique soit légitime dans tous les secteurs.** S'il ne fait pas de doute que des entreprises privées peuvent être investies de missions de service public, la privatisation de certains secteurs pose question.

**D'un point de vue purement économique, l'ouverture à la concurrence du secteur de l'énergie est-elle réellement porteuse d'une plus grande efficacité, sachant qu'elle entraînera inévitablement la transformation d'un marché monopolistique en un marché oligopolistique ?** Compte tenu de la lourdeur des infrastructures nécessaires, il est en effet envisageable que plus de trois entreprises se partagent le marché français. Or l'oligopole incite inévitablement les opérateurs à s'entendre sur les prix et ce au détriment du consommateur, comme

<sup>1</sup> C'est, de ce point de vue, toute la difficulté et l'ambiguïté de l'action de la Commission européenne, perceptible dans son Livre blanc de 1994 sur la compétitivité : politique de concurrence ou promotion de « *champions industriels* » au nom de la compétitivité européenne ? La voie est étroite.

le montrent les ententes dans le domaine de la téléphonie mobile (sur les tarifs des SMS ou des communications internationales par exemple). Mais il y a plus. Pour les socialistes, l'accès à l'énergie constitue un droit fondamental qui peut légitimer un contrôle des prix. En outre, ce secteur est aujourd'hui au cœur de considérations géopolitiques et le marché du gaz est particulièrement vulnérable aux caprices de la Russie, ce qui incite plutôt à conserver un opérateur unique, afin de peser davantage dans les négociations avec Gazprom.

**Mais il existe d'autres secteurs dans lesquels il peut être utile, voire vital de préserver des opérateurs publics, en situation de monopole ou de complémentarité avec les acteurs privés.** On peut penser par exemple aux secteurs de l'éducation ou de la culture. Si l'on ne peut que se réjouir de la diversification de l'offre générée par l'ouverture des ondes et des canaux télévisuels, l'existence de chaînes de radio et de télévision publiques a vocation à assurer des missions complémentaires, pédagogiques, culturelles et non soumises à des impératifs de rentabilité. Et elle y réussit...partiellement **tout du moins.**

**Loin de tout dogmatisme, il importe donc de débattre librement du champ et des modalités de l'intervention de l'Etat.** Après avoir redéfini dans un premier temps les missions d'intérêt général au regard des besoins et des attentes actuelles de nos concitoyens, **le débat politique devra déterminer ensuite si ces objectifs peuvent ou non être atteints** par des acteurs privés évoluant sur un marché concurrentiel. **Pourtant, trop souvent, le débat reste bloqué car ces deux temps de la réflexion sont confondus, la deuxième étape constituant dans beaucoup d'esprits un préalable.**

**De même, reconnaître l'efficacité de la régulation par le marché ne signifie pas que la planification doive être systématiquement vouée aux gémonies.** En effet, les marchés répondent souvent à des logiques court-termistes et ne sont pas nécessairement à même d'assurer les investissements nécessaires pour faire face aux grands défis de demain (réchauffement climatique, économie de l'innovation, sauvegarde de la diversité culturelle, etc). Que ce soit dans le domaine de la politique industrielle, de l'environnement ou de la culture, **le politique reste donc pleinement légitime pour fixer des orientations de long terme et veiller à leur mise en œuvre, par des acteurs tant publics que privés.**

La distinction entre les notions de marché et de capitalisme est donc particulièrement importante et surtout féconde en réflexions sur des thèmes tels que la politique industrielle ou l'environnement. **Elle doit constituer pour la gauche la matrice et l'armature d'un discours économique sans ambiguïté, capable de voir dans un marché régulé un instrument possible au service de ses objectifs.**

**Sandra Desmettre et Bastien Taloc**



# L'enjeu des municipales

**Les 9 et 16 mars prochains, les conseils municipaux seront renouvelés.** A Paris, Bertrand Delanoë vient de démarrer sa campagne. Moins d'un an après la victoire de Nicolas Sarkozy, ces élections doivent sonner l'heure de la remobilisation pour le Parti Socialiste et l'ensemble de la gauche.

Au cours des six premiers mois de son mandat, Nicolas Sarkozy a vu sa politique couronnée de « succès » : il est plébiscité par les français, le Parti socialiste est groggy par la défaite. Le Président s'immisce dans tous les domaines, avec l'appui de ses conseillers qui forment un véritable « gouvernement bis », au point que l'on envisage à présent de réviser la Constitution pour augmenter ses pouvoirs déjà considérables.

**Omniprésent, omnipotent, la figure du président écrase l'opposition comme sa majorité à laquelle il a imposé sa politique d'ouverture.** Le Parti Socialiste est inaudible, entend-on dans tous les médias : comment le pourrait-il alors que Nicolas Sarkozy – dont le temps de parole n'est pas comptabilisé par le CSA – monopolise toute l'attention, menant les réformes au pas de charge : immigration, université, régimes spéciaux, carte judiciaire...

**Pourquoi tant de hâte ? La raison en est simple :** recrutant à tout va des personnalités « d'ouverture » à la marge de manœuvre pour le moins réduite, l'œil rivé sur les sondages, le Président a un objectif : les élections municipales. Jusque là, il lui faut étouffer l'opposition et masquer les premiers résultats de sa politique qui sont loin d'être brillants. Selon l'expression consacrée, les faits sont têtus et le volontarisme n'est pas une politique en soi. Or, plus les nuages s'accumulent (croissance faible, conflit sur les régimes spéciaux...), plus il faut aller vite.

**Bien que les élections municipales soient avant tout des élections locales, elles auront valeur de test pour le Président et sa majorité.** Ce dernier est persuadé (*Le Monde* du 3 octobre) que les municipales sont le premier grand test de son action, et veut, à l'inverse d'un Jean-

Pierre Raffarin, faire de ce scrutin un enjeu national. Nicolas Sarkozy s'est donc personnellement investi dans ces élections allant jusqu'à imposer des candidats tels David Martinon à Neuilly, où il fut d'ailleurs hué par les militants.

**Le Président sait qu'un bon score de l'UMP à ces élections lui donnerait une légitimité supplémentaire** pour poursuivre ses réformes à la hussarde. Le Président a toutefois visiblement abandonné l'idée de reconquérir Paris, en se gardant bien de s'impliquer aux côtés de Françoise de Panafieu pour ne pas être atteint par son plus que probable échec.

**Mais ces élections auront avant tout valeur de test pour le Parti socialiste en montrant sa capacité de fédérer l'opposition contre la politique de Nicolas Sarkozy,** ce à quoi il n'est guère parvenu jusque-là. Cela implique également d'être une force de contre-propositions crédible. Après l'avertissement



reçu au second tour des législatives, la majorité doit comprendre qu'elle ne peut pas faire ce qu'elle veut malgré la concentration sans précédent des pouvoirs dont elle dispose.

**Le PS aura d'autant plus besoin de rassembler qu'il devra être remobilisé en raison du prévisible « retour de bâton » budgétaire qui devrait suivre les municipales.** Alors que les

économistes reconnaissent unanimement que la France a besoin d'une politique de l'offre, Nicolas Sarkozy a préféré sacrifier toute la marge budgétaire au profit des classes aisées. Quitte à faire des cadeaux fiscaux, autant les accorder aux entreprises et notamment aux PME, ce qui serait plus productif. Au final, Christine Lagarde n'a pas peur du ridicule en évoquant « un budget de croissance » : elle parlait de croissance de la dette sans doute...

**Le budget 2008, construit sur des hypothèses irréalistes voire farfelues, laisse penser qu'une hausse des prélèvements obligatoires paraît inévitable.** Eric Woerth a d'ores et déjà concédé qu'un collectif budgétaire serait voté, tout en niant toute hausse d'impôts ! C'est pourquoi le rôle du PS sera essentiel pour s'opposer à une politique qui n'a rien d'une rupture, mais incarne plutôt la continuité avec la majorité précédente. Une victoire aux municipales serait le premier pas vers l'alternance.

*Jean-François Giunti*

# Pourquoi la France a-t-elle besoin d'un Parti socialiste fort ?

Face aux stigmates de la défaite de mai dernier, face à la stratégie de débauchage gouvernementale et à la politique épileptique de Nicolas Sarkozy, le Parti Socialiste semble un peu déboussolé. Les points cardinaux de son développement institutionnel et politique se sont embrumés et il peine aujourd'hui à choisir son chemin.

Aspiré à l'est par son aile gauche et une alliance renforcée avec le parti communiste et l'extrême gauche, comme l'a illustré dernièrement le retour du comité de riposte, le PS ne se tourne pas moins vers l'ouest et s'interroge sur une alliance plus ou moins formelle avec le MoDem de François Bayrou. Quant à sa démarche de rénovation, elle reste pour l'instant fragilisée par une hésitation entre une stratégie ascendante ou descendante. Dans les plaines du sud, les jeunes lions et gazelles s'impatientent et la réflexion militante bouillonne mais dans les sommets du nord, à la direction du Parti, on ne semble pas encore pleinement capable d'utiliser au mieux les forces vives.

L'hésitation est en soi une démarche positive, elle est le signe de la réflexion et le vecteur d'émergence de tout équilibre. Au contraire, l'empressement autoritaire porte les germes de la discorde et de l'erreur politiques, nul doute que le gouvernement actuel le découvrira bien assez tôt. Pour autant, il ne faudrait pas que le PS, à force d'apaiser les ambitions individuelles tout en attendant l'émergence d'une union sacrée autour de la rénovation, ne sombre dans le consensus mou.

**Bien sûr la France a besoin d'un Parti Socialiste uni, mais elle a surtout besoin d'un Parti Socialiste fort, c'est à dire clair sur les propositions qu'il émet et intransigeant quant au respect des valeurs qu'il défend.**

La France en a d'autant plus besoin que face à la politique radicale d'une droite décomplexée, le Parti Socialiste devient bien plus que le premier parti d'opposition. Il est le seul outil d'expression d'une large part de Français, devenue comme invisible aux yeux d'un gouvernement qui, malgré son ouverture en trompe l'œil, n'est plus ce

lui de la France mais celui d'un parti, voire pire, celui d'un homme.

Elle en a besoin en ce que l'absence d'une opposition forte conduit nécessairement à une forme d'hypertrophie du pouvoir en place. La dérive présidentielle que connaît la France depuis l'élection de mai dernier en constitue certainement l'une des expressions les plus alarmantes.



Elle en a besoin aussi du fait de la faiblesse des autres contre-pouvoirs. Avec peu de lobbies, peu de groupes de pression et une faible représentativité des syndicats, la France est un pays qui donne aux partis politiques une très forte responsabilité. Le Parti Socialiste doit assumer pleinement la sienne en affirmant ses convictions et sa détermination.

Elle en a besoin également, parce que le Parti Socialiste défend des valeurs d'égalité et de justice sociale qui ne sont pas la propriété du peuple de gauche mais font partie intégrante de l'identité de la France. Ainsi, lorsque le Parti socialiste est fragilisé, c'est le pays tout entier qui risque de s'éloigner de certains des principes essentiels qui fondent sa dignité. Le débat récent sur les tests ADN en est une illustration.

Enfin et surtout, elle en a besoin en ce que seul le Parti Socialiste semble aujourd'hui en mesure de réconcilier la France avec elle-même. A la stratégie gouvernementale d'opposition des groupes sociaux les uns contre les autres, secteur public contre secteur privé, immigrés contre « Français de souche », chômeurs contre travailleurs, le socialisme oppose une exigence de cohésion sociale et de solidarité. Comme on l'a vu lors des dernières élections présidentielles, la dynamique socialiste peut regrouper cette diversité autour d'elle. Mais si cette dynamique ne parvient pas à trouver une voix d'expression suffisamment forte, alors la France risque d'être confrontée dans les années à venir, à des antagonismes profonds, facteurs de tensions sociales considérables.

La jeunesse, dans toute sa richesse multiculturelle, s'était largement regroupée autour de Ségolène Royal. A nous de faire en sorte que cette France de demain trouve dans le Parti Socialiste la force de se faire entendre dans la France d'aujourd'hui.

**Jérémy Houstraete**

# « C'est quoi être socialiste, aujourd'hui, en 2007 ? »

*En ces temps sarkoziens, beaucoup de gens (disons au moins 47% des Français) sont contre. Mais ils sont pour quoi ? Voici une modeste contribution qui n'engage que moi à ce qu'on appelle la « refondation » du PS.*

## 1. Etre socialiste, aujourd'hui, c'est réaffirmer des principes

C'est d'abord **partager un socle commun de valeurs**, à commencer par celles de notre devise, liberté, égalité, fraternité ; mais aussi la solidarité, la lutte contre toutes les formes de discrimination, l'union de l'économique et du social au service du progrès ou bien encore l'internationalisme. C'est en être fier, ne pas les renier ou les brader par opportunisme (suivez mon regard...), et s'efforcer qu'elles irriguent les politiques que l'on promet. C'est aussi refuser les injustices, la fatalité de la naissance et être fier de ses "colères saines". En arrivant à Paris, l'une des choses qui m'a le plus choqué, c'est la quasi indifférence pour les SDF, que l'on croise tous les jours et que l'on considère comme des cartons faisant partie du paysage. Etre de gauche, c'est ne jamais perdre sa capacité d'indignation face aux injustices intolérables.

C'est ensuite **être fier d'un héritage** qui va, si on peut dire, de 1789 à Jospin, en passant par le républicanisme de la III<sup>ème</sup> République, la Résistance d'une minorité du peuple de gauche sous l'occupation, ainsi que les changements profonds et structurels effectués sous les gouvernements de gauche (suffrage universel, école publique obligatoire, laïque et gratuite, loi de huit heures, congés payés, abolition de la peine de mort, lois Auroux, RMI, CSG, CMU, PACS, 35 heures et tant d'autres progrès encore). La France d'aujourd'hui n'est pas seulement l'héritière de la gauche, mais dans ce qu'elle a de mieux, elle en est largement la fille.

C'est enfin **être conscient de ses insuffisances, de ses erreurs, de ses fautes**. De ses **insuffisances**, quand sa volonté réformatrice s'érousse face aux sirènes de l'excès de réalisme ; quand son surmoi gauchiste la complexe au mépris de la réalité ; ou quand le discours dominant la pousse vers le centre. De ses **erreurs**, quand jusqu'en 1983 elle croit possible de faire contre alors que pour faire mieux, il faut faire avec et contre ; quand elle n'est pas capable de mettre son veto en Europe contre la libéralisation de l'énergie sous Jospin ; ou quand une partie d'entre nous pense que la lutte s'effectue prioritairement entre les "deux gauches" alors que, si le débat doit avoir lieu, l'adversaire commun reste l'extrême droite d'abord, la droite ensuite. De ses **fautes**, quand son establishment se compromet massivement dans la collaboration ; quand elle participe ou couvre des crimes d'Etat et de guerre en

Algérie ; ou quand elle est impuissante à intervenir face aux génocides au Rwanda et en Bosnie, ou aux situations intolérables en Israël et Palestine.

*Et pour transformer ces principes en réalités, il faut « mettre la main dans le cambouis ».*

## 2. Etre socialiste, aujourd'hui, c'est faire des propositions concrètes

Tous les domaines sont concernés, des institutions à la société en passant par l'international. Mais c'est dans le **domaine économique et social**, qui **doit rester la priorité de la gauche** (la gauche "sociétale" est une impasse, un bien faible paravent qui cache le ralliement massif de certains aux idées de la droite sur le plan économique et social), que les pistes sont les plus nombreuses. Le logement est une question cruciale aujourd'hui, avec l'augmentation des prix de l'immobilier. En voici quelques autres exemples:

**La conditionnalité des aides économiques à des clauses sociales**: une entreprise qui délocalise ses activités et qui aura perçu des aides de l'Etat devra les rembourser. Et globalement, une réflexion sur l'efficacité des dispositifs d'allègements de charges, qui grèvent le budget national, serait utile pour évaluer l'utilité de tels allègements. Ah, si les Français avaient élu Ségolène Royal...

**Une refonte du système fiscal français**, archaïque et injuste: fusion des deux administrations qui gèrent l'impôt, réforme d'ampleur de la fiscalité (abrogation des boucliers fiscaux, meilleure progressivité de l'impôt sur le revenu, modulation de l'impôt sur les sociétés selon l'arbitrage effectué par l'entreprise entre une utilisation en réinvestissement ou le choix d'une logique actionnariale) et suppression progressive des "niches fiscales" injustifiées. Le budget de l'Etat est en déficit, il doit donc maîtriser ses dépenses ; mais il doit aussi réexaminer la nature et l'ampleur de ses recettes.

Ces deux choix illustrent une **conception moderne et solidaire, un "capitalisme progressiste"** dans lequel le développement durable n'est ni un slogan ni un sujet de colloque mais une préoccupation première, où la puissance publique le régule, l'encadre et le corrige pour construire une société plus riche et plus juste. Appelons-cela le "donnant-donnant" ou tout simplement, un socialisme réformiste, pragmatique et antilibéral, soucieux avant tout de la situation sociale indigne d'un pays aussi riche que le nôtre. La redistribution et l'intervention publique doivent à cet égard être réhabilités non seulement en pratique, mais aussi dans le combat des idées face à l'offensive de la droite sur ces questions.

*Vaste programme... Allons à l'idéal puisque nous comprenons le réel.*

**Alexandre El Bakir**

# « Le Parti socialiste change, changez-le avec nous ! »

## Profession de foi du PS Sciences Po

La création, en mars 2006, d'une section du PS à Sciences Po procède d'une double volonté : d'abord, celle de créer, au sein de notre école, un lieu ouvert et dynamique de débat et de réflexion sur les idées socialistes ; également celle, plus générale, de promouvoir une conception audacieuse de la politique alliant à l'engagement de terrain la possibilité pour les militants de contribuer à la réflexion.

Pleinement impliqués dans la vie associative de Sciences Po, nous n'avons pas vocation toutefois à nous enfermer dans les murs de la rue Saint-Guillaume. Comme lors des campagnes passées, les militants seront invités à s'investir en dehors de Sciences Po, aux côtés des sections territoriales.

### **Nous voulons promouvoir une conception ouverte et audacieuse de l'engagement politique**

Trop souvent, ceux qui ont fait l'expérience de s'engager dans une formation politique ont été confrontés au sentiment de ne pas peser beaucoup dans des structures laissant peu de place à la parole des nouveaux militants.

Parce nous avons été nombreux à connaître cette situation et que nous sommes convaincus que ce mode de fonctionnement est une impasse, parce que le renouvellement de nos idées passe par notre capacité à accueillir toutes les volontés et les énergies, notre section met l'accent sur le rôle des militants et sympathisants, notamment dans le travail de contribution à la rénovation du PS.

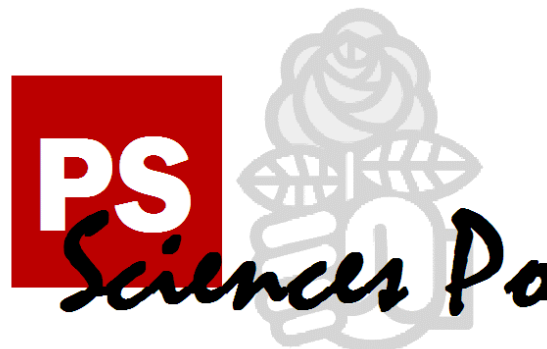
### **Nous participons activement à la rénovation du Parti Socialiste**

Nous devons nous opposer avec force à la politique économique à la fois inefficace et injuste du gouvernement, à sa conception dangereuse de la politique pénale et aux menaces que nombre de ses réformes font peser sur la solidarité. Cependant, bien que nécessaire, cette opposition n'est pas suffisante et doit se doubler d'une exigence : celle de penser une alternative sur la base du renouvellement de nos idées et de la formulation de contre-propositions.

Ainsi, à travers la tenue de débats de fond et la mise en place, en janvier 2007, de groupes de travail thématiques, les « Ateliers du changement », sur des questions telles que l'Europe et les services publics ou bien la « flexicurité », nous enten-

dons, par nos initiatives, continuer de participer au processus de rénovation du PS.

Notre blog (<http://ps-scpo.over-blog.com>), lieu d'échanges et de débats, ainsi que notre journal mensuel, *la Rose au Poing*, constituent aussi les vecteurs de cette ambition.



### **Nous prendrons une part active dans les futures échéances électorales**

Pour que la gauche remporte les futures échéances électorales, nous prendrons une part active à la campagne des élections municipales à Paris, sur le terrain, au contact des Parisiennes et des Parisiens.

2008, ce sont donc les municipales mais c'est aussi la préparation des élections européennes de 2009 : nous contribuerons également à la rédaction du Manifeste du Parti socialiste européen (PSE) dans la perspective des élections européennes de 2009, notamment avec les étudiants venant de toute l'Union européenne.

### **Ouverture, inventivité et dynamisme, tels sont les maîtres mots de notre action**

Parce que la tâche qui nous attend est à la fois immense et stimulante, nous n'en serons à la hauteur que si nous savons rassembler le plus grand nombre et donner envie à chacun de s'impliquer, selon sa propre conception de l'engagement politique.

Nous voulons être, comme depuis la création de la section, exigeants, ouverts et saisir toutes les opportunités d'apporter un démenti à l'image négative dont souffrent les partis politiques parmi lesquels le PS.

La possibilité de t'engager au PS Sciences Po dans un contexte de renouvellement constitue cette opportunité.

### **Le PS change, changez-le avec nous en rejoignant le PS Sciences Po !**



# Quelles actions pour le PS Sciences Po cette année ?

Les esprits cyniques répondront que l'heure sera aux thérapies de groupe post-défaite. D'autres, plus fins observateurs – disons-le – noteront qu'un confortable divan vient d'être installé dans le local associatif et que son usage est tout désigné : des séances individuelles de psychanalyse post-électorale... C'est pourtant bien mal connaître l'état d'esprit des membres du PS Sciences Po en cette rentrée que de s'adonner à ces conjectures pleines de mauvais esprit. En effet, un constat s'impose d'emblée : nous ne devons pas être si neurasthéniques pour avoir réussi à attirer autant de nouveaux visages lors de nos réunions de rentrée.

En effet, en cette période de renouvellement, les militants et sympathisants, qu'ils soient nouveaux ou moins nouveaux, ont un point commun : celui de vouloir prendre une part active dans la rénovation du Parti socialiste.

Et le PS Sciences Po, se doit, à travers son calendrier et ses projets, de répondre concrètement à cette demande, à cette envie de participation.

**Le premier grand rendez-vous de la section sera placé sous le signe de la démocratie : tous les militants et sympathisants seront invités, en début novembre, à voter en ligne pour sélectionner les cinq thèmes des Ateliers du changement qui seront retenus cette année.** Nos groupes de travail thématiques seront ainsi relancés et constitueront – parce que c'est une nécessité – notre activité « fil rouge » de cette année et notre priorité.

Lancés en janvier 2007, ces groupes ouverts de plusieurs militants auront toute liberté pour produire des contributions qui seront adressées aux dirigeants du PS. Dans le cadre du renouvellement partiel des thèmes engagé en cette rentrée, plusieurs sujets ont été proposés par les nouveaux adhérents lors de notre AG de rentrée et seront soumis au vote : intégration, éducation, relations entre la France et les pays en voie de développement, etc. Il s'agit pour le PS Sciences Po de ne brider aucune énergie et de donner le plus possible la parole aux nouveaux militants, sans sombrer dans un simulacre de consultation.

**Une fois les thèmes choisis, les travaux pourront commencer.**

**Autre élément de participation à la rénovation : nous organiserons régulièrement des conférences en relation avec les thèmes des trois forums nationaux de la rénovation en invitant**

les personnalités (experts et élus socialistes) qui ont participé aux travaux de ces groupes.

**L'autre grand rendez-vous de cette année, ce sont bien sûr les municipales.** Au-delà de la participation à la campagne proprement dite de Bertrand Delanoë sur le terrain, nous participerons à l'élaboration de son projet et nous aurons l'occasion d'accueillir à Sciences Po, dans le cadre de conférences, les principaux responsables de la majorité municipale.

**Autre enjeu électoral – plus lointain celui-là : les élections européennes de 2009.** Dans le cadre de la rédaction du Manifeste du Parti socialiste européen (PSE), auquel les militants de la section ont adhéré, le PS Sciences Po contribuera au débat, avec les étudiants étrangers à Sciences Po, en postant des vidéos d'intervention sur l'espace du site du PSE dédié à cet effet.

Loi de constituer un catalogue de conférences « paillettes », **l'année 2007-2008 sera émaillée de débats d'actualité en AG, de débats thématiques sur la base de dossiers préparés par des militants et d'échanges sur notre blog (<http://ps-scipo.over-blog.com>) évidemment.**

A ceux qui douteraient de notre capacité à réaliser ces projets d'envergure, nous pouvons avancer notre forte croissance qui s'est accélérée en cette rentrée et notre bilan de l'an dernier. Nous sommes en effet parvenus à réaliser l'ensemble des actions programmées, comme en témoigne **notre rapport d'activités consultable sur le blog.**

**Sur la base de ce *satisfecit*, nous n'avons plus qu'à dire « Au travail ! »**

*Bastien Taloc*

**Débats, actualité de la section,  
ateliers de réflexion, rénovation...**

**Retrouvez-nous  
sur notre blog !**

**<http://ps-scipo.over-blog.com>**

# Pourquoi nous ont-ils rejoints ?

## La parole aux nouveaux militants...

Heureuse surprise en ce début d'année que de constater la forte affluence qui a marqué nos réunions de rentrée. De nombreux étudiants nous ont fait part de leur volonté de nous rejoindre. Militants dans une autre section auparavant, ou au MJS, sympathisants, ils ont décidé cette année, de rejoindre le PS Sciences Po. Qu'attendent-ils de leur engagement ? Pourquoi avoir rejoints le PS Sciences Po ? Trois témoignages pour comprendre leurs motivations...

### Florence Damiens (2<sup>ème</sup> année) :

*« Alors, pourquoi je me suis engagée dans la section PS de Sciences Po ?*

*Ce n'est pas très compliqué : l'année dernière, chargée par une certaine élection présidentielle, m'a fait découvrir la politique. J'ai commencé à fréquenter les meetings en simple observatrice puis je me suis laissée porter par l'espoir que procurent de tels événements. Pour beaucoup, la politique se résume à des luttes de pouvoir. Pour moi, même s'il ne faut pas être naïf en écartant cet aspect, la politique, les partis, le militantisme, c'est aussi un milieu où l'on exprime ses idées, où l'on essaie de faire bouger les choses, où l'on recherche l'intérêt général. Et je trouve ça beau.*

*J'aimerais donc apporter ma petite pierre à l'édifice, en aidant du mieux que je peux. Pourquoi la section PS de Sciences Po ? Parce que c'est pratique, convivial, un peu idéaliste aussi. Bref, tout ce que j'aime ! »*



### Simon Vanackere (4<sup>ème</sup> année) :

*« L'année à l'étranger n'avait en rien interrompu mon engagement militant, il n'y avait aucune raison qu'un entrée en Master, fut-ce un master Affaires Publiques, n'y parvienne ! La section PS de Sciences Po était donc un choix d'évidence, d'autant plus que c'est une année-pivot qui s'annonce pour le PS et les idées socialistes. La section est dynamique, vivante, active : qu'imaginer de mieux pour penser ensemble les contours d'avenir que nous voulons donner à notre formation politique, et faire vivre nos convictions ? »*

### Sebastian Billows (1<sup>ère</sup> année) :

*« L'engagement au sein de la section PS de Sciences Po est pour moi une chose naturelle. L'année dernière, lors de mon année de terminale, je faisais partie d'une section locale du PS. J'ai notamment contribué à la campagne pour l'élection présidentielle. Ce qui explique mon engagement au sein du PS, c'est la conscience de la nécessité d'un mouvement de citoyens pour une société plus juste. Il faut qu'aux intérêts purement privés s'interposent des militants conscients de l'intérêt général. Bien que ces principes paraissent naïfs, ils ont, à l'heure actuelle, une pertinence renouvelée. Je crois en une société où l'efficacité économique serait mise au service de la protection et l'émancipation des individus. »*

## La Section PS de Sciences Po

Créée en mars 2006 pour permettre aux socialistes de faire entendre leur voix au sein de Sciences-Po, sur la base d'une véritable réflexion politique et d'un nouvel engagement militant.

Cette section a vocation à être un lieu de débat et de propositions pour les militants et sympathisants socialistes, et ce dans un esprit d'ouverture et de camaraderie.

Face à une droite de plus en plus dure, face à la montée des inégalités, la mobilisation de la gauche et notamment celle des socialistes, au niveau national comme à l'échelle locale, est plus que jamais nécessaire.



**Le 26 octobre,  
votez  
pour le  
PS Sciences Po !**

**Rejoignez  
le Parti socialiste,  
adhérez à la section  
de Sciences Po.**

**[www.parti-socialiste.fr](http://www.parti-socialiste.fr)**

### **Contacts :**

**Secrétaire de section :** Bastien TALOC – 06 89 55 35 13  
**[bastien.taloc@sciences-po.org](mailto:bastien.taloc@sciences-po.org)**

**Responsable de la publication :** Sandra DESMETTRE

Retrouvez-nous sur notre blog : **<http://ps-scpo.over-blog.com>**

ou contactez-nous à l'adresse **[ps\\_scpo@yahoo.fr](mailto:ps_scpo@yahoo.fr)**

*Les articles publiés dans ce journal n'engagent que leurs auteurs. Ni le Parti Socialiste, ni la section de Sciences Po ne pourront en être tenus pour responsables.*